AR Prefecture

005-210501078-20241212-101_2024-DE
Reçu le 12/12/2024
Publié le 12/12/2024

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

Délibération n°101-2024

COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE
DEPARTEMENT DES HAUTES ALPES
ARRONDISSEMENT DE BRIANCON

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 12 DECEMBRE 2024**

Effectif légal : 11

Nombre

De conseillers en exercice : 09 de présents : 06 de votants : 07 date de convocation : 04/12/2024

L'an deux mil vingt-quatre le douze décembre à neuf heures les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de PUY SAINT ANDRE se sont réunis en mairie, salle du conseil municipal après convocation, sous la Présidence d' Estelle ARNAUD.

Présents : ARNAUD Estelle, PROUVE Alain, LEROY Pierre, CAMUS Michel, SENNER Y Pierre, CHARDRONNET Luc,

Absents représentés : Véronique JALADE donne procuration à Pierre LEROY

Absent non représenté : KOLLER Pascale, POINSONNET Bertrand,

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L. 2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Alain PROUVE est désigné comme secrétaire de séance.

Objet : DOMAINE ET PATRIMOINE GESTION DU DOMAINE PUBLIC

AMENAGEMENT ET L'ENTRETIEN DES ITINERAIRES DE SKI DE RANDONNEE

Convention de prestations SCV Domaine Skiable, l'ESF et la commune

Rapporteur : Alain PROUVE

L'Ecole du Ski Français (ESF) de Briançon a aménagé dans l'emprise du domaine skiable de Puy Saint André plusieurs itinéraires permettant la pratique du ski de randonnée. Ces itinéraires sont en accès libre et ne peuvent être empruntés que dans le sens de la montée, la redescente s'effectuant obligatoirement par les pistes de ski alpin du domaine skiable.

Afin de définir les modalités d'aménagement et d'entretien des itinéraires de montée de ski de randonnée sur le secteur de Puy Saint André et permettre la pratique en sécurité de l'activité de ski de randonnée sur ces itinéraires aménagés et la redescente des pratiquants par les pistes de ski alpin dont l'exploitation est concédée à SCV Domaine skiable, il est proposé la signature d'une convention tripartite.

- **Vu** le Code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2121-29 et suivants ;
- **Vu** le contrat de Délégation de Service Public de 2006 relatif à la gestion des remontées mécaniques et domaine skiable de Puy Saint André signé entre la Commune de Puy Saint André et la société « SAS SCV Domaine Skiable » ;
- **Vu** la délibération n°96-2024 en date du 12 décembre 2024 relative la convention de distribution des secours entre la Commune et la SAS SCV Domaine Skiable
- **Vu** le projet de convention tripartite proposé entre la commune de Puy Saint André, la SAS SCV Domaine Skiable et l'ESF de Briançon définissant les modalités d'aménagement et d'entretien des différents parcours ;

AR Prefecture

005-210501078-20241212-101_2024-DE

Reçu le 12/12/2024

Publié le 12/12/2024

- Vu l'arrêté n°103-2024 portant prescriptions relatives à la sécurité sur les pistes de ski alpin ;
- Vu l'arrêté n°110-2024 réglementant le ski de randonnée sur la commune de Puy Saint André ;
- **Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité des usagers et d'établir les modalités d'aménagement et d'entretien des différents parcours, ainsi que l'organisation des secours, en partenariat avec la SAS SCV Domaine Skiable et l'ESF de Briançon;

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, après en avoir délibéré,

- **Approuve** la convention relative aux modalités d'aménagement, d'entretien des parcours de montée en ski de randonnée sur le secteur de Puy Saint André avec la SCV Domaine Skiable et l'ESF de Briançon ;
- **Autorise** Mme le Maire à signer ladite convention, ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre ;

Mme Le Maire
ARNAUD Estelle

Adjoint au Maire
Alain PROUVE

Ainsi fait et délibéré les jours mois et an susdits
Pour copie conforme
Certifié exécutoire
Compte tenu de la transmission en Préfecture le 12 décembre 2024
De la publication sur le site de la Mairie le 12 décembre 2024

Conformément aux articles de R.421.1 à R.421.7 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, et/ou de sa notification, d'un recours par courrier adressé au Tribunal administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil, 13281 MARSEILLE Cedex 6) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Dans le même délai, un recours gracieux pourra être adressé à l'auteur de l'acte. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite